Burundi : Il faut mettre fin à la violence et à la répression politiques

Human Rights Watch, 3 Juin 2009Les attaques perpÃ©trÃ©es par le parti au pouvoir et par les ex-rebelles menacent les Ã©lections de 2010(Bujumbura) - Le gouvernement burundais devrait prendre d'urgence des mesures visant Ã mettre un terme aux meurtres, agressions et arrestations arbitraires Ã caractÃ¨re politique, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch dans un rapport publiÃ© aujourd'hui. Les violences et la rÃ©pression politiques - qui persistent en dÃ©pit des progrÃ¨s opÃ©rÃ©s dans l pourparlers de paix entre le gouvernement et l'ancien groupe rebelle, les Forces Nationales de LibÃ©ration (FNL) - limitent l'expression pacifique des opinions divergentes et menacent l'intÃ©gritÃ© des Ã©lections prÃ©sidentielle, parlementaires et locales prÃ©vues en 2010. Le rapport de 95 pages, intitulÃ© Â«Â La quÃªte du pouvoir : Violences et rÃ©pression politiques au BurundiÂ Â», dÃ©crit des cas oÃ¹ tant les FNL que le gouvernement, dominÃ© par le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie, (CNDD-FDD), ont recouru Ã des actes de violence et d'intimidation politiques contre des opposants et des voix dissidentes au sein de leurs propres rangs.
Â«Â Le parti au pouvoir et les ex-rebelles des FNL ont montrÃ© qu'ils n'Ã©taient que trop disposÃ©s Ã commettre des exaction pour intimider leurs adversaires politiques et affirmer leur pouvoirÂ Â», a soulignÃ© Georgette Gagnon, directrice de la division Afrique Ã Human Rights Watch. Â«Â Mais cette voie ne mÃ¨nera ni Ã des Ã©lections probantes ni Ã un avenir dÃ©cen pour le peuple burundais.Â Â» Le rapport fournit des informations dÃ©taillÃ©es sur 23 meurtres, ainsi que sur une douzaine d'attaques non meurtriÃ¨res Ã l'arme Ã feu ou Ã la grenade, perpÃ©trÃ©s entre janvier 2008 et avril 2009 vraisemblablement dans le cadre de rÃ¨glements de comptes qui ont eu lieu au niveau local entre des membres des FNL et des personnes affiliÃ©es au CNDD-FDD, notamment des policiers, des fonctionnaires de l'administration et des agents des services de renseignement nationaux. Il donne Ã©galement des informations sur plus de 120 arrestations effectuÃ©es depuis la mi-2008 par des policiers et des responsables de l'administration, apparemment pour des raisons d'affiliation politique. La plupart des victimes vivent dans des rÃ©gions rurales reculÃ©es ou des zones urbaines marginalisÃ©es. Pratiquement personne n'a Ã©tÃ© poursuivi pour les exactions commises bien que le gouvernement ait exprimÃ© son engagement envers les droits humains lors de son arrivÃ©e au pouvoir en 2005 et que les FNL aient dÃ©clarÃ©, au cours des pourparlers de paix, qu'elles coopÃ©reraient avec les enquÃªtes ou poursuites judiciaires. Human Rights Watch a appelÃ© les bailleurs de fonds internationaux ainsi que les diplomates engagÃ©s dans le processus de paix et dans la prÃ©paration des Ã©lections au Burundi Ã faire pression pour que les attaques cessent et pour que des poursuites soient engagÃ©es Ã l'encontre des auteurs prÃ©sumÃ©s, quel que soit le camp auquel ils appartiennent. Ã‰tant donnÃ© que mÃªme en temps de paix relative, de membres des FNL et d'autres partis de l'opposition ont Ã©tÃ© la cible d'agents de l'Ã‰tat et de militants du parti au pouvoir, Human Rights Watch estime peu probable que le rÃ©cent dÃ©sarmement des FNL et leur passage du statut de mouvement rebelle Ã celui de parti politique mettent fin aux violations des droits humains liÃ©es Ã la lutte pour la suprÃ©matie politique. Ainsi en avril, au plus fort des pourparlers de paix, alors que les FNL s'apprÃªtaient Ã dÃ©poser les armes, des agents des services de renseignement de l'Ã‰tat ont assassinÃ© Emmanuel Minyurano, un Ã©lu local membre du Front pour la DÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU) et sympathisant actif des FNL. Des membres d'autres partis politiques, tels que l'Union pour la Paix et le DÃ©veloppement (UPD-Zigamibanga) et le Mouvement pour la SolidaritÃ© et la DÃ©mocratie (MSD), ont Ã©galement Ã©tÃ© la cible d'arrestations arbitraires massives. Par ailleurs, le gouvernement a pris d'autres mesures pour Ã©liminer les voix politiques divergentes, expulsant du parlement 22 membres de l'opposition en juin 2008 et interdisant certains meetings des partis de l'opposition. Â Les FNL se sont Ã©galement livrÃ©es Ã des exactions. Les recherches de Human Rights Watch rÃ©vÃ¨lent qu'en 2007, les FNL ont violÃ© un accord de cessez-le-feu ainsi que le droit international humanitaire lorsqu'elles ont cherchÃ© Ã exercer un contrÃ´le plus Ã©troit sur leurs propres membres en attaquant des camps abritant des dissidents non armÃ©s qui avaient quittÃ© leur mouvement. Les recherches de Human Rights Watch ont aussi dÃ©voilÃ© que plus rÃ©cemment, en janvier et fÃ©vrier 2009, des membres des FNL avaient tuÃ© l'un leurs propres militants, Abraham Ngendakumana, et en avaient enlevÃ© et torturÃ© un autre, Jean-Baptiste Nsabimana, aprÃ¨s que ces deux personnes eurent exprimÃ© ouvertement leur dÃ©saccord sur des dÃ©cisions prises par les FNL dans le cadre du processus de paix. Les violences symboliques, telles que la destruction de biens d'autres partis politiques, qui, au Burundi, ont souvent Ã©tÃ© le signe avant-coureur de violences plus graves, sont gÃ©nÃ©ralisÃ©es. Depuis dÃ©cembre 20 des agresseurs non identifiÃ©s ont rÃ©duit en cendres plus de cinquante permanences du parti au pouvoir dans au moins dix provinces. En partie en rÃ©ponse Ã ces Ã©vÃ©nements, des membres de la ligue des jeunes du parti, les Imbonerakure, ont commencÃ© Ã dÃ©filer dans les rues de certaines communes avant l'aube, armÃ©s de bÃ¢tons et de matraques, en scandant des slogans, notamment des menaces de mort visant Ã intimider leurs opposants politiques. En accordant la prioritÃ© Ã l'instauration d'une paix officielle, les bailleurs de fonds internationaux et autres parties prenantes n'ont pas prÃªtÃ© suffisamment attention Ã la dynamique des violences politiques locales au Burundi, y compris au manque d'imputabilitÃ© des exactions. Human Rights Watch estime que mÃªme s'il leur arrive de critiquer certaines arrestations Ã connotation politique, les diplomates internationaux pourraient se montrer beaucoup plus actifs dans la dÃ©fense des droits civils et politiques des politiciens burundais qui ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et d'une expulsion du parlement en raison de leurs opinions. La mission de l'ONU au Burundi, qui a jouÃ© un rÃ´le important dans le processus de paix, a soigneusement consignÃ© en privÃ© des informations sur les atteintes aux droits humains mais a omis de dÃ©noncer publiquement ces violations. Human Rights Watch a appelÃ© le gouvernement burundais Ã mettre fin aux violences politiques, Ã s'engager sur la voie de la lutte contre l'impunitÃ© pour ces exactions en ouvrant des enquÃªtes et en engageant des poursuites pour les 23 meurtres et autres dÃ©lits dÃ©crits dans le rapport, et Ã prendre des mesures immÃ©diates pour organiser des Ã©lections libres et Ã©quitables en 2010. Les FNL devraient faire la preuve de leur engagement Ã agir en parti politique pacifique, d'une part en mettant fin aux exactions perpÃ©trÃ©es contre leurs propres membres et contre les partisans du CNDD-FDD, et d'autre part en coopÃ©rant avec la police et le parquet dans le cadre des enquÃªtes menÃ©es sur les dÃ©lits commis par des membres des FNL. Â«Â En raison des meurtres, arrestations et autres formes de rÃ©pression, les Burundais vivent dans la peur des consÃ©quences que pourrait entraÃ®ner l'expression

de leur opinion politiqueÂ Â», a expliquÃ© Georgette Gagnon. Â«Â Leurs droits seront en pÃ©ril aussi longtemps que le parti au pouvoir et l'ancien groupe rebelle ne devront pas supporter les consÃ©quences de leurs actes.Â Â»Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du RapportÂ